

Les crédits

lyptique, parce que ce sont des emplois, on l'a dit tout à l'heure, qui sont à haute intensité technologique et des emplois pour lesquels on n'a aucune indication, si on ne met pas en oeuvre un programme de reconversion, que le Québec va les récupérer.

À titre de député montréalais, une des plus belles régions, sinon une des plus belles villes du Québec et du Canada, je ne peux m'empêcher de souligner que le principal pôle de production des armements et du matériel de défense est situé sur le territoire ou dans la grande région de l'île de Montréal.

Alors, je vous dirai, monsieur le Président, pour étayer mon propos, que je peux citer des faits concrets. Le gouvernement ne pourra pas nous accuser de ne pas donner de l'information précise, de ne pas étayer nos revendications sur des faits concrets. Je me suis toujours fait un devoir, quand je prends la parole en cette Chambre, de donner des indications précises. Je veux dédier mes propos au ministre de l'Industrie, qui nous fait quand même le plaisir de sa présence et, m'a-t-on dit, qui participera tout à l'heure au débat, et lui rappeler que la crise que l'on connaît touche, au premier chef, Montréal, parce que 60 p. 100 des contrats qui sont octroyés passent par le territoire montréalais ou y sont réalisés.

On parle, par exemple, entre 1987 et 1992, sur une base annuelle, de 15 000 contrats de première source attribués dans la région de Montréal. Finalement, pour ceux qui connaissent bien la question, et on pourrait en nommer, parce qu'on a au Québec des gens qui se sont penchés sur cette question de la reconversion, on apprend que Montréal est le principal centre de production militaire du Canada avec 26 p. 100 de toute la maîtrise d'oeuvre exécutée au pays.

On est frappé de constater, frappés, attristés, inquiets de constater que la région de Montréal, région qui a pourtant connu sa part de difficultés au cours des dernières années, est devenue la capitale de la pauvreté. C'est ce qu'on disait, au moment des travaux du Comité sur la réforme des programmes sociaux, que Montréal était devenue la capitale de la pauvreté. Montréal, qui a connu sa part de difficultés à vu, au cours des six dernières années, une diminution globale de son économie de la défense de plus de 40 p. 100, alors qu'à l'échelle du Québec, la baisse enregistrée atteignait 25 p. 100.

Donc, il y a là un sentiment d'urgence qui rend d'autant plus inacceptable l'attitude et l'inertie d'un gouvernement dont on ne connaît pas les intentions dans ce dossier.

• (1030)

Et pourtant, quand on regarde le passé, les libéraux, les ténors du gouvernement, avaient pourtant, lorsqu'ils étaient du côté de l'opposition, pris des engagements fermes en matière de reconversion. Ils étaient conscients, ils souscrivaient à cette voie de passage obligé qu'est la reconversion. Voie de passage obligé parce que les années fastes où les pouvoirs publics pouvaient octroyer des contrats plantureux pour la réalisation d'équipement de défense sont à jamais révolues.

Si vous me le permettez, j'aimerais citer trois députés de l'ancienne loyale opposition de Sa Majesté qui avaient appelé de tous leurs vœux le processus de reconversion, des gens qui nous semblent cruellement muets aujourd'hui. Je pense à l'actuel ministre du Développement des ressources humaines, M. Ax-

worthy, à l'actuel président du Comité de la défense nationale, M. Rompkey, qui était à l'époque critique de l'opposition officielle pour les questions de défense, et à M. Peterson, qui était à ce moment-là critique pour l'industrie.

Le président suppléant (M. Kilger): À l'ordre! Je voudrais simplement rappeler à tous les députés que lorsqu'ils font référence à d'autres députés, la coutume, la bonne tradition veut qu'on les reconnaisse soit selon leur titre officiel, par exemple secrétaire parlementaire, ou comme représentant telle ou telle circonscription.

M. Ménard: Monsieur le Président, je m'excuse de cet accroc parlementaire. Vous allez quand même me permettre de citer ces trois députés dont je ne connais pas de mémoire la circonscription.

Ces gens disaient: «Il faut étendre le mandat du PPIMD, du ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, qui ne vise qu'à favoriser la mise au point des technologies de défense et dont les budgets s'élèvent à 200 millions de dollars, pour y inclure un volet d'aide à la reconversion et à la diversification dans des domaines tels que les technologies écologiques et les technologies de pointe pour le maintien de la paix.»

Voilà, monsieur le Président, un constat de lucidité. Et c'est ce que nous réclamons, nous de l'opposition officielle. Nous disons au gouvernement: il y a urgence d'agir en matière de reconversion, mais il y a un véhicule qui pourrait être adapté, un véhicule qui, présentement, dans son état actuel, ne sert pas à la reconversion. Mais si le gouvernement était sérieux dans ses intentions, il y a un véhicule qui nous permettrait de mettre à la disposition des entreprises des budgets afin de faire oeuvre de reconversion. Ce véhicule, c'est le PPIMD, le Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense.

Il ne faut jamais oublier que ce programme, qui dans les faits a favorisé la recherche et le développement, existe depuis plus de 20 ans. Il permettait aux entreprises de faire des études de marché. Il permettait aux entreprises de parfaire des technologies qui ont servi la plupart du temps dans l'industrie militaire. On dit qu'il est normal que le programme qui a maintenu une certaine dépendance des industries canadiennes à l'endroit des marchés militaires soit aujourd'hui celui qui les aide à en sortir.

On dit au gouvernement que le PPIMD qui a déjà disposé de budgets considérables, on parle de 300 millions dans les bonnes années, aujourd'hui c'est plus de l'ordre de 225 millions, on dit au gouvernement que c'est ce véhicule qu'il faut utiliser. On ne va pas accepter un argument qui dit que ce véhicule sert déjà à la reconversion. Parce que si on nous sert cet argument, nous disons au gouvernement: si c'est vrai que ce véhicule sert déjà à la reconversion, venez rencontrer avec nous les différentes entreprises de la région montréalaise qui sont aux prises avec ces difficultés. Vous allez voir qu'elles ne trouvent pas les moyens, avec ces budgets, de faire un véritable travail de reconversion.

Nous disons au gouvernement que toute solution de reconversion doit passer par un mode «d'opérationnalisation» régionale. Un mode «d'opérationnalisation» régionale parce qu'on comprend, c'est une évidence, que le Canada offre un portrait excessivement varié des industries militaires régionales. Chaque région a développé ses propres spécialisations militaires, de sorte que chaque spécialisation régionale a ses propres besoins.